Regard du Chili

Traduit de l'espagnol par Jacqueline Varliette

La crise de 2007/2008 a eu des effets récessifs sur le Chili contrairement aux propos tenus par le ministre des Finances de l'époque. Au début des années 2010, ce pays a connu des tendances favorables, mais des politiques anticycliques et des transformations structurelles auraient été nécessaires pour sortir durablement de cette crise.

Rappelons-nous, cette année, dix ans après le début de la *Grande récession*, le choc le plus violent de l'économie internationale depuis la dépression des années trente du siècle dernier. Pour une économie extrêmement ouverte comme celle du Chili, avec un taux moyen de ses importations inférieur à 1 % et sans aucune limitation à la libre circulation des capitaux, les phénomènes externes se répercutent toujours avec force comme le montre ce qui s'est produit ces dix dernières années.

Des manifestations de la crise à la récession

Au Chili, comme en général en Amérique Latine, bien qu'il y ait eu, dès le début, des manifestations de la crise, les effets sur les niveaux d'activité se sont révélés brutalement à partir du second semestre de 2008, lorsque la cote internationale du cuivre – le principal titre des exportations du pays – s'effondra de manière transitoire. Le pays entra en récession, bien que le ministre des Finances de l'époque, Andrés Velasco, se soit toujours refusé à utiliser cette expression.

Pire encore, au début de la crise, en août 2007, le ministre Velasco affirma immédiatement que l'économie nationale se trouvait « très bien protégée » face aux phénomènes que constitue la « profonde secousse » enregistrée. « Au Chili – assura-t-il à tort –, il n'y a pas de facteurs de risques que des turbulences financières se transmettent aujourd'hui à l'économie réelle. Ce n'est pas la même chose d'affronter une situation comme celle-ci –citant en exemple des « papers » écrits dans les années 1990 aux États-Unis – selon que l'on a des réserves du fisc ou de la dette publique ou selon que l'on a un excédent ou un déficit fiscal. Tous ces facteurs sans exception – conclut-il – montrent que les effets de ces turbulences au Chili devraient être marginaux et se limiter aux aspects financiers »[1].

Les faits ont été absolument différents. La formulation selon laquelle le Chili se « dissocierait » du cours général s'écroula en peu de temps. La situation a encore été aggravée par le fait que les variables clés comme la parité de change restèrent longtemps liées au marché dans un contexte de grandes incertitudes. En avril 2008, la Banque Centrale intervint sur le marché en essayant de maîtriser la fluctuation de la monnaie nationale. D'autre part, presque concomitamment avec le début de la crise sur le marché immobilier, elle augmenta son taux d'intérêt de politique monétaire. Son objectif explicite était de freiner la demande interne alors que de nombreux facteurs productifs inutilisés existaient, comme le démontraient le niveau élevé de chômage et la situation précaire des petites entreprises en général.

En décembre 2008, l'indicateur mensuel d'activité économique de la Banque Centrale tomba à des niveaux négatifs en douze mois. Début 2009, au retour du Forum de Davos, Velasco a dû constater qu'il n'existait pas dans le cadre en développement, d'économies « dissociées ». Dans un pays où, depuis la dictature les conceptions néolibérales les plus extrêmes ont été mises en œuvre, il a dû constater qu'« à Santiago du Chili aujourd'hui, nous sommes tous keynésiens». Il a eu recours à une phrase de Joseph Stiglitz que tout le monde faisait sienne : «maintenant nous sommes tous keynésiens. Même la droite des États-Unis se rallie au camp keynésien (…), ce qui arrive maintenant est un triomphe de la raison et de l'évidence sur l'idéologie et les intérêts(…)»[2].

Un plan fiscal d'urgence

Au début de l'année 2009, avec l'entrée en vigueur du budget annuel, un plan fiscal d'urgence fut annoncé. En effet, celui approuvé peu avant avait été élaboré sans prendre en compte la crise globale et ses répercussions pour le pays. Par conséquent, différentes variables utilisées étaient complètement éloignées de la réalité. Finalement, il fut décidé d'utiliser 9 000 millions de dollars des fonds souverains existants à l'étranger dont le montant s'élevait alors à plus de 23 000 millions de dollars. Ces fonds provenaient d'une cotation élevée sur le prix du cuivre, génératrice d'excédents fiscaux que l'on avait jusque-là refusé d'utiliser, en dépit de l'ampleur de la crise. Ce fut déterminant pour que l'économie puisse sortir de sa tendance récessive dans un bref délai.

Dans les premières années de la décennie en cours, au Chili, comme dans la majorité des pays sud-américains, « des vents » externes favorables à une reprise se sont fait sentir avec la hausse du cours des matières premières destinées à l'exportation. Le pays a bénéficié du « supercycle » du prix du cuivre auquel se sont ajoutées des conditions favorables sur les marchés financiers des pays développés pour les politiques anticycliques des principales banques centrales et les entrées de capitaux à la recherche de rentabilité plus favorable dans la région.

Au début 2013, en analysant l'évolution des économies d'Amérique Latine et des Caraïbes, la Banque

Mondiale a constaté, dans son rapport semestriel, que la région se trouvait déjà « sans vents favorables »[3]. Son économiste en chef pour la région, Augusto de la Torre, a résumé ces évolutions en trois points : premièrement, la forte croissance de certaines régions du monde, comme la Chine, qui a eu un impact favorable sur la balance commerciale des pays latino-américains ; deuxièmement, le supercycle des matières premières qui a conduit à des conditions favorables aux échanges ; et enfin, la baisse déjà signalée des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux.

Dans cette période favorable, une grande interrogation a été soulevée : avant que les tendances à venir ne deviennent défavorables, comment profiter de ce moment pour générer des changements structurels ? Dans les faits, il reste que la croissance des facteurs de production qui créent des conditions pour l'expansion future est réduite et que la carence d'une politique de développement, allant au-delà de l'octroi de plus de bénéfices au 1 % de la population ayant les plus gros revenus, est patente.

Parallèlement, le rapport de Stabilité financière du FMI notait que la liquidité globale « est à saupoudrer sur les pays émergents », du fait d'une augmentation record de l'endettement sur les places internationales, «exposant au risque de change (…) Cela rend les marchés émergents plus sensibles aux flux de capitaux ». Au niveau global, cette même année, une violente contraction de l'investissement minier s'est produite, bloquant les économies comme celle du Chili qui, par la composition de sa structure productive, est très dépendante de son évolution.

À partir de ce moment, en accord avec les estimations du ministère des Finances comme avec celles de la Banque Centrale et du FMI, a commencé à voir le jour une phase du cycle économique caractérisée par une croissance de la production de biens et services inférieure à l'augmentation annuelle des facteurs de production. Pour autant, les ressources inutilisées croissent. Ce phénomène se prolonge jusqu'en 2017 selon les derniers chiffres disponibles au moment où cet article est écrit qui correspondent au premier trimestre de 2017. Avec la caractéristique, qu'entre octobre 2016 et avril 2017, l'économie en chiffres annualisés a eu une croissance négative.

Des politiques anticycliques et des transformations structurelles indispensables

Dans ces conditions, il est nécessaire de recourir à des politiques anticycliques. Cependant, sur le plan fiscal, la conception dominante s'oriente vers la réduction graduelle du déficit de sorte que la croissance des dépenses est limitée et que l'investissement public a même été réduit en 2017. Cela va à l'encontre d'une politique anticyclique. En matière de taux de change, son évolution est laissée au marché. Par conséquent, la politique sur ce terrain est de ne pas en avoir. Enfin, sur le plan monétaire, il y a un taux d'intérêt expansif qui a eu des niveaux réels négatifs, y compris sur une longue période. Cependant, comme le démontre aussi l'expérience internationale, en période de croissance basse – comme c'est le cas au Chili depuis plus de trois ans – cela tend à avoir un résultat marginal en matière d'activité économique.

Ces choix sont effectués alors que, complémentairement aux politiques anticycliques, des transformations structurelles seraient indispensables, comme récupérer les richesses naturelles ou percevoir le revenu adéquate pour leur exploitation, réduire les niveaux élevés de concentration économique, augmenter le rôle de l'État, effectuer les changements nécessaires sur le terrain du travail, de la retraite, de l'éducation et de la santé et inverser la répartition régressive des revenus.

(Juin 2017)

Notes de bas de page :

[1] Hugo Fazio, *EEUU centro de las crisis globales : los frágiles « blindajes » de la economía chilena*,Chile, Lom

Ediciones, 2008, p.195.

[2] Joseph Stiglitz, « El retorno triunfante de John Maynard Keynes », *El País*, 11 de enero de 2009.

[3] Augusto de la Torre, *América Latina y el Caribe sin vientos a favor: En busca de un crecimiento mayor* (LAC Semiannual Report), Washington, Banco Mundial, abril 2013, 63 p.

Pour citer cet article :

Hugo Fazio Rigazzi, «Regard du Chili», traduit de l'espagnol par Jacqueline Varliette, *Silomag*, n° 3, juillet 2017. URL: https://silogora.org/regard-du-chili/